L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MERCREDI MATIN, 2 SEPTEMBRE 1874. 43me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 2 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Vincent & Co., aux Nos. 12 et 14 de la rue de la Bourse—bottes, souliers et broderies.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—marchandises sèches étrangères et américaines, lingerie et " notions."

Par S. Guinault, à Alger, sur l'habitation de Mme Vve. Canuel, une épicherie.

Cigares, Tabac en feuilles et à chiquer, coffres forts, installations de bureau—Voir l'annonce de D. E. Morphy. 2 sept—1t

Le sentiment public comme base de parti.

Un parti a beau être composé de mécontents, de politiciens, d'ambitieux, d'aspirants aux honneurs, au pouvoir, aux places qui procurent l'argent et l'influence, il ne réussira pas s'il n'a pas de base meilleure que ces passions qui n'ont pas précisément leur source dans la moralité humaine. Il ne réussira pas à moins de surprise, ce qui s'est vu, et alors le succès est de courte durée. Les masses sont généralement indifférentes aux faits sans personnalités qui ont mis en mouvement les passions dont nous parlons; et quand elles voient qu'il n'y avait pas autre chose dans les vues et le but du parti qui a saisi le pouvoir plutôt qu'il ne l'a gagné et mérité, elles s'en écartent et ce parti tombe aussi vite qu'il s'était monté.

C'est là à peu près l'histoire du parti républicain aux Etats-Unis. Ce parti ne se fut jamais élevé s'il ne se fut appuyé sur un sentiment qui s'est révélé plus national qu'on ne le supposait. Très certainement la majorité de la nation américaine n'était pas abolitioniste et si, avant la guerre, on eut mis la question aux voix, personne ne doute que l'esclavage n'eut été maintenu à une immense majorité. Mais il n'en existait pas moins un sentiment national contraire à cette institution. Beaucoup de gens, qui ne l'acconnaissaient que par des rapports calomnieux, en étaient secrètement honteux pour le pays et quand l'occasion est venue de la détruire, ils ont coopéré à cette œuvre tout comme s'ils n'eussent pas été connus auparavant par leurs opinions très constitutionnelles.

L'abolition de l'esclavage n'était point un besoin, mais c'était un sentiment et un mal, et ce sentiment, bien qu'il existât depuis qu'il un certain point à l'état latent, était assez répondu et assez puissant pour faire explosion à un moment donné et pour servir de base nationale au parti qui l'avait invoqué en vain si souvent et pendant si long-temps.

Le pays devint donc facilement abolitioniste, la guerre aidant, mais il ne devint pas autre chose. Il n'était et il n'est devenu ni socialiste ni égalitaire. Il a bien voulu la liberté pour tous, ce qui était dans le génie de ses institutions, mais il n'a pas voulu et nous ne croyons pas qu'aujourd'hui encore il veuille l'avantage. Aussi, dès le moment qu'il a vu le parti, qui l'avait poussé à un attentat contre la constitution, s'occuper principalement des moyens de perpétuer son pouvoir au mépris de cette même constitution, il s'est cabré, a fait une volte face sur lui-même et a tourné la dos au parti républicain devenu radical.

Le radicalisme n'était pas dans le programme politique de l'époque, nous voulons dire dans le programme des consciences; il n'était ni dans les besoins nationaux ni dans le sentiment national: au contraire il le froissait et c'est la raison pour laquelle nous voyons le pays refuser de suivre plus longtemps on plus loin une bannière dans les plis de la quelle se cachent toujours des principes on des projets qui répugnent. L'excès a amené ce mouvement de réaction, très accentué dans un grand nombre d'Etats du Nord et plus que menaçant pour le parti républicain qui vacille, et dont la chûte paraît prochaine.

Ce qui se passe dans les Etats-Unis est une leçon pour nous en Louisiane. Il y a en ici plus de radicalisme que partout ailleurs en raison de la puissance numérique de la race africaine. Si le républicanisme y a flotté, tout d'abord, comme principe opposé à l'esclavage, il flotte aujourd'hui sous le poids de la haine excitée par d'autres principes, et cette haine activée et justifiée par les excès d'un gouvernement odieux en fait prévoir la fin.

Le parti qui lui succédera aura donc pour base et l'horreur que le radicalisme a inspiré et le besoin d'une réforme profonde pour réparer autant que possible les maux qu'il a causés. Nous n'avons pas besoin de dire qu'une satisfaction simplement morale ne suffirait pas; le parti triomphant, s'il n'avait pas d'ambition plus noble que celle d'une substitution de personnes dans l'administration du gouvernement, ne pourrait pas prétendre à une longue existence. On sait de quelle facilité les principes républicains s'étaient propagés au sud; leurs conquêtes ont été nombreuses, et même si nombreuses que nous avons en occasion d'en gémir souvent. Que de désertions n'avons nous pas eu à enregistrer depuis cinq ans! que de gens qui étaient restés fidèles au drapeau du sud pendant la guerre, ont abandonné ce drapeau pendant la paix! cette fois, on plutôt cette démoralisation a gagné les grands comme les petits, les hommes qui étaient très connus comme ceux qui étaient très obscurs; nous avons cru un instant qu'elle gagnerait tout le monde et si cela n'est pas arrivé, à quoi faut-il l'attribuer, précisément? Il faut l'attribuer aux excès administratifs du gouvernement républicain devenu radical. Ces excès, on les connait; ils ont sauvagri le pays, ils en ont ruiné l'industrie, le commerce, ils ont porté atteinte au droit de propriété, et ont traité si scandaleusement les intérêts jusqu'alors les plus respectés et les plus vitaux de l'Etat, qu'ils en ont anéanti les revenus et en ont même tari la source.

Ces dilapidations ont arrêté les progrès du républicanisme; ils en ont maintenu la sainte horreur et c'est là le sentiment qui va, dira probablement au parti opposé une victoire prochaine. Ce sentiment vient du besoin qu'on éprouve d'une politique réparatrice. Sans le besoin d'une politique pareille, la masse de la population pourrait être indifférente à la question de personnes, car la masse de la population, qui vit de son travail et qui veut travailler, a peu de politiciens dans son sein et la population des propriétaires n'en a pas davantage.

Mais ce que ces populations veulent, c'est qu'on donne une réalité aux vœux exprimés tant de fois pour la réforme; c'est qu'on effectue le programme de l'opposition en abattant d'un trait de plume ou d'un vote par acclamation tout l'horrible échafaudage financier édifié criminellement par les mains impures de Warmoth et de ses législateurs noires; c'est qu'on ne parle plus des protestations de ces agitateurs étrangers qui, suffisamment indemnisés déjà par les intérêts qu'ils indûment reçus, prétendent encore être remboursés au pair de créances dont ils n'ont pas payé la moitié, et qui ne pourraient être payées qu'au moyen d'une taxe générale des propriétés privées et publiques.

Si le parti duquel on attend la délivrance financière et pour lequel le peuple votera dans cet espoir, laissait entrevoir qu'il a peur des agioteurs et qu'il veut les ménager, ce serait comme s'il disait que les opérations de Warmoth étaient non seulement légales mais respectables, et que tous les journaux et tous les orateurs de meeting en disent le contraire, pendant une série d'années, ont mentit et mentit impudemment; ce serait comme s'il disait qu'il faut payer les intérêts des dettes dont ces opérations ont été l'origine, et qu'après les intérêts servis il faudra encore en racheter le capital à beaux deniers comptants, coûte que coûte, dût la levée de ces deniers dépouiller chaque citoyen du peu qui lui reste. Alors, le sentiment public dont nous parlons plus haut et qui doit être sa base, lui ferait subitement défaut et le parti tomberait plus vite que son devancier.

Nous ne supposons pas un instant que le parti de l'opposition, s'il réussit aux élections de novembre, seconde l'esprit de réforme dont il paraît aujourd'hui animé, et qu'il donne au peuple lieu de se repentir du maudat que le peuple lui aura confié, mais il nous paraît bon d'entretenir l'agitation sur ce chapitre afin qu'il n'y ait pas d'équivoque dans le programme électoral, et afin aussi de ne pas laisser passer sans effet, le feu sacré de la réduction générale des dettes et de la réduction totale des dettes frauduleuses, particulièrement de celles qui datent du gouvernement de Warmoth.

Conscience coupable.

Le peuple de la Nouvelle-Orléans était invité à se réunir, hier soir, en mass meeting dans la rue du Canal, l'avenue la plus fréquentée de la ville, pour ratifier les résolutions adoptées par la Convention de Baton Rouge. La réunion n'avait rien que de pacifique, et il n'y avait rien dans l'exercice d'un droit qu'on n'a pas encore songé à contester aux citoyens américains, qui pût nécessiter des précautions extraordinaires pour le maintien de l'ordre.

Cependant, à partir de sept heures du soir, on ne voyait plus un seul officier de police en uniforme dans les rues. Toute la police était concentrée en armes à la station central rue Carondelet, à l'arsenal de la rue St-Pierre, à la station de la place Jackson et à l'Hôtel St-Louis, maison d'Etat. Les gardiens de la paix transformés en soldats, avaient l'arme au pied, et les mitrailleuses Gatlin étaient prêtes à sortir.

Dans l'après-midi on avait vu deux voitures chargées de malles et escortées par huit officiers de police passer rue du Canal allant dans la direction du fleuve au lac. Dans l'une de ces voitures on avait aperçu le pseudo gouverneur Kellogg. Où s'était-il? C'est ce que nous n'avons pu savoir.

Mais n'est ce pas un symptôme significatif des alarmes qu'éprouve la conscience de cet nautpateur que cette fuite et ces précautions militaires inusitées, prises à l'occasion de la première manifestation de la campagne électorale?

Si cet homme sent si bien à quel point son gouvernement est odieux à la population, qu'il craigne pour sa sûreté, et s'il n'a pas le courage civil et physique nécessaire pour faire face aux dangers inmanitaires on rôuls qu'il redoute, que ne se retire-t-il, que ne renonce-t-il à une situation qui fait de lui un obstacle à la paix et à l'harmonie dans cet Etat?

Qu'espère M. Kellogg dans l'avenir? Il est détesté des blancs et fort peu aimé des noirs. On tend-il? Où va-t-il? Entend-il résister à une marée irrésistible qui l'emportera? Nous ne voyons aucune cause favorable pour lui dans cette lutte. Une majorité noire le mettra de côté, une majorité blanche l'écartera. Est-ce pour la satisfaction qu'il éprouvera par l'une ou l'autre de ces alternatives, qu'il veut assumer sur sa tête une responsabilité plus grave encore que celle qui pèse déjà sur lui, en provoquant un conflit dans l'espoir chimérique d'écraser toute une population déterminée à reconquérir ses droits?

Si M. Kellogg a un ami, cet ami doit lui conseiller de renoncer à un gouvernement qu'il a usurpé, sans attendre l'action des mandataires que le peuple élira en novembre avec la mission spéciale de mettre fin à son usurpation.

UN MEETING RADICAL A St-JACQUES.—Les meneurs radicaux à Saint Jacques ont été en querelle depuis deux ans et leurs lessives de linge sale ont fini par ouvrir les yeux aux travailleurs de couleur qui ont été jusqu'ici leurs dupes. Ceux-ci commencent à montrer les uns de l'indifférence, les autres du dégoût pour les blancs et les noirs qui ont jusqu'ici controlé leurs votes. On en a eu une nouvelle preuve récemment dans un meeting radical. Les noirs qui y assistaient ont écouté très froidement les harangues des démagogues radicaux. Puis l'un d'eux, un travailleur de l'habitation Burnside, nommé Henry, a pris la parole et a dit qu'il y avait assez longtemps que les noirs se laissaient mener par le nez, par des carpet baggers intrigants et voleurs. Il a ajouté que l'intérêt des hommes de couleur était le même que celui des blancs pour lesquels ils travaillaient et que ce qu'ils avaient de mieux à faire était de ne plus suivre aveuglément le gouvernement usurpateur de Kellogg a été institué par la bayonnette et soutenu par les baïonnettes fédérales, il n'a cessé de conseiller au peuple d'y résister.

Sous ce point de vue, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il est un agitateur; il l'a toujours été depuis le moment où par le coup d'état fédéral de Durell et consorts, le peuple de la Louisiane a été forcé, la baïonnette dans le dos, à se courber devant le satrape de bas étage qu'il plaisait au gouvernement fédéral de lui imposer grâce aux intrigues d'hommes, tels que l'attorney général Williams et le sénateur Morton.

Il est un agitateur, il ne le conteste pas; au contraire, il s'en fait gloire, car il trouve qu'il est beau de résister à l'oppression, sublime, de dépenser toutes ses forces et de donner sa vie même pour défendre une noble cause.

Il n'a jamais poussé à la violence, quoiqu'en disent les journaux radicaux, et ceux-ci ont commis le plus gros mensonge qu'ils aient pû inventer en l'accusant de prêcher l'extermination des nègres.

Il ne désire pas l'effusion de sang, il veut que la presse radicale comprenne bien qu'il a posé toutes les chances, qu'il s'est consulté avec les hommes les plus éminents de la Louisiane, et qu'il en est venu à la conclusion de conseiller ouvertement à tous ceux qui peuvent avoir quelque confiance en lui, de répondre à la force par la force et aux fusillades par des coups de fusils et parla loi de Lynch.

Les louisianais sont des hommes libres et ils doivent affirmer leur liberté, s'ils ne veulent pas être traités en esclaves.

Quant à vouloir l'extermination de la race noire, il ne prendra même pas la peine de s'occuper de cette absurde calomnie, à la quelle personne ici ne croit, mais qui sert de prétexte aux misérables aventuriers, ou nous pillent depuis si longtemps et qui prétendent continuer à vivre indéfiniment à nos dépens, pour pouvoir invoquer l'intervention fédérale et appeler les troupes en Louisiane, afin de les protéger, soi-disant, contre les légions de kukiux qui mettent tout à feu et à sang dans l'Etat.

Loin de vouloir la mort des noirs, il soutient qu'on doit maintenir tous les droits civils et politiques qu'ils ont acquis depuis la guerre et ne les molester en aucune façon.

Le nègre n'a fait que servir d'instrument jusqu'à présent à des hommes perfides et déloyaux; on ne peut pas lui en vouloir outre mesure, et tant qu'il restera tranquille, on ne lui fera pas de mal. Par exemple, s'il se ligue contre les blancs honnêtes de l'Etat, et qu'avengié par les conseils de ses instigateurs qu'il a pris pour chefs, il vient le premier nous livrer bataille; alors, tant pis pour lui, son sang retombera sur; ceux qui l'auront armé dans l'ombre et qui l'auront poussé contre nous.

Il est un des nouveaux droits que l'on veut accorder aux nègres que nous ne reconnaissons jamais, cependant; c'est l'égalité sociale.

Le Congrès peut statuer, nous ne nous soumettrons jamais à cette infamie trop monstrueuse pour être possible.

Le gouverneur a raconté en détail les événements qui ont eu lieu dans les paroisses qui se sont débarrassées des officiers radicaux prévaricateurs que Kellogg avait voulu leur imposer.

Ces misérables ont été chassés de la paroisse Natchitoches, de St-Martin, de la paroisse Lincoln et de plusieurs autres. Honneur soit rendu à ceux de nos concitoyens qui se sont mis à la tête de ce mouvement, qui devrait être imité dans toute la Louisiane! (Tonnerre d'applaudissements.)

En chassant les fonctionnaires indignes qui les pillaient ils ont noblement agi; le gouverneur Mc Enery ne peut que les approuver et, si ces fonctionnaires osaient donner aux journaux radicaux le droit de crier sur tous les tons qu'il pousse à la révolution, eh bien, il ne fait pas qu'il soit révolutionnaire!

Après le discours du gouverneur Mc Enery, M. James B. Eustis, a annoncé qu'un comité composé de MM. R. H. Marr, Jules Tuyes, Albert Voorhies, Robert Hare, J. Lewis, avait préparé les résolutions suivantes qu'il a prié M. Lewis de lire à l'assemblée.

Résolu, que le parti démocratique et le parti conservateur réunis et sympathisant maintenant plate-forme adoptée par la Convention d'état de Baton-Rouge et recommandent tout entier les candidats nommés.

Résolu, que le gouvernement d'Etat de Pexécution des lois contre les malfaiteurs, soit sur la frontale et sur la tyrannie et capable de se soutenir seulement avec l'aide du gouvernement fédéral.

Résolu, que l'intervention fédérale dans les affaires locales d'un Etat, à moins qu'elle ne soit justifiée par une cause énoncée dans la constitution des Etats-Unis, ne peut qu'être désavouée comme étant indigne de nos institutions républicaines.

Résolu, qu'il est sage et prudent de voter contre les amendements constitutionnels, suggérés et désirés par l'usurpateur Kellogg, attendu que la pseudo-législature frauduleuse elle-même partie de l'usurpation, n'a aucun droit de soumettre au peuple des amendements à la loi organique.

Résolu, que les blancs de la Louisiane n'ont nullement l'intention d'enlever aux nègres leurs droits politiques, attendu qu'il serait désirable dans l'intérêt même des blancs que la paix et l'harmonie régnassent dans l'Etat; mais c'est une affaire de conviction bien arrêtée que ce résultat ne peut être obtenu que par le moyen d'un gouvernement intelligent, conservateur et responsable.

Résolu, que M. William Pitt Kellogg en choisissant les instruments de son choix et des hommes de mauvaise réputation pour en faire des inspecteurs d'enregistrement, montre clairement que son intention est d'étouffer par la fraude la voix du peuple au scrutin, et c'est là un fait sur lequel nous appelons instamment l'attention de tous les bons citoyens de l'Union. Tout en engageant le peuple de la Louisiane à continuer à montrer cette modération qui lui a valu le respect et l'estime des Etats-Unis, nous déclarons positivement notre détermination d'avoir un enregistrement honnête et une élection impartiale, paisiblement, si nous pouvons, mais par la force, s'il le faut.

Ces résolutions ayant été adoptées par acclamation, l'avocat général H. N. Ogden.—un autre élu du peuple,—a été invité à haranguer l'assemblée.

Sa parole nette, incisive pour ainsi dire, a produit une profonde impression sur la foule attentive qui l'écoutait.

Nous ne pouvons que donner brièvement le sens de son discours. Il dit que Kellogg est placé dans un dilemme effrayant pour lui, dont il ne peut pas sortir.

Les journaux qui le soutiennent, en vit vant de son patronage, ont beau demander pitoyablement des troupes, l'usurpateur ne pourra en obtenir qu'en avouant en vérité position.

Il s'est vanté de pouvoir maintenir son gouvernement frauduleux en Louisiane, sans la protection des baïonnettes fédérales. On l'a pris au mot, et il faut qu'il reste livré à ses propres forces ou qu'il reconnaisse son usurpation.

Pour nous qui avons souffert tant de maux depuis six ans, nous sommes fermement décidés, cette fois, à nous débarrasser de l'ignoble joug qui pèse sur nous, au mépris de toutes les lois divines et humaines.—Nous le ferons paisiblement, si on nous laisse faire, mais nous le ferons aussi par la force des armes, si l'on nous y oblige.

L'honorable Albert Voorhies a fait ensuite un discours, consolidant la médiation en même temps que les faits et il a été suivi de l'honorable R. H. Marr.

Le vaillant président du comité de l'intérieur a décrit en son immense audidoire, en parlant de nos droits qu'il faut maintenir coûte que coûte et à n'importe quel prix.

Il a répété que les blancs n'en voulaient pas aux noirs, mais aux aventuriers infames qui les entraînent au mal. On ne leur enlèvera pas le plus petit droit; ils pourront voter librement et nommer la représentation qu'ils voudront. Personne ne s'y opposera; on veut seulement que le même nègre ne puisse pas voter deuxe fois dans la même journée.

Il a réfuté longuement toutes les calomnies des journaux radicaux, et il a rappelé que le gouverneur du Sud ne montait pas; que ce qu'il prenait était à l'Etat.

Il a déclaré que le peuple ne devait pas reculer devant les jambarires de l'usurpateur, ni se laisser intimider par les troupes fédérales, si elles étaient encore une fois à ses droits sacrés.

La patience cesse d'être une vertu dans certaines circonstances, a été écrit l'honorable Marr, et la foule lui a donné raison en l'acclamant.

Appelé à grands cris, M. John Ellis, notre candidat dans le Second District congressionnel, a clos par un discours court, mais brillant et plein de humour, comme les mauses les aiment. Il a été applaudi avec frénésie, et la vaste multitude s'est dispersée bien à regret.

Panique dans le camp radical.

Les radicaux avaient décidément peur d'un soulèvement du peuple, hier soir. Ce que c'est que les consciences coupables!

On ne pouvait faire un pas dans la foule dans la rue. Ils étaient tous enfermés dans les différentes stations et sous les armes.

L'hôtel St-Louis, transformé en maison d'Etat, était gardé par quelques troupes.

Pauvre Kellogg, comme il doit trembler. C'est le cas de répéter avec Lafontaine;

" Que sombre, un rien, tout lui fait peur ! "

Un accident.

Hier soir, vers 7 heures et demie, un horrible assassinat a été commis à l'encoignure des rues Royale et Canal, sur le trottoir du côté de Bienville. Un français, natif de la Lorraine, M. Justin Bourdonnay, se tenant tranquillement à l'encoignure regardant tranquillement qui se faisait dans la rue à l'occasion de meeting, lorsqu'un individu, nommé Alex. Newton, qui paraissait être dans un état d'ivresse bestiale, arriva par la rue Royale et dit " qu'il pouvait tuer un nègre aussi bien qu'un autre, que c'était un nègre qui était son père, pour accompagner à sa dernière demeure le ministère J. BOURDONNAY, âgé de trente-six ans, décédé de hier, à sept heures du soir.

Le présent avis tient lieu à 4 heures P. M., à l'encoignure Remparts et Kerlerec à la Loge Etoile Polaire No 1.

Par ordre du Président.

LOUIS GREGOIRE, DO. POCHELU, Secrétaire. 2 sept.—

A. L. G. D. G. A. D. U.

Il a plu au G. A. D. U. de rappeler à lui notre T. C. F. J. B. BUISSON, NAU, dans les bras duquel il a rendu l'Etoile Polaire No 1 aussi grâce de se rassembler ce soir, à 7 heures P. M., pour assister aux funérailles, ainsi que tous les FF. de cet Orient.

Le corps est exposé au coin des rues Remparts et Kerlerec

Par commandement du Vén.

B. MAYLIE, secrétaire.

Les membres de la Loge Etoile Polaire No 1 sont priés de se rassembler ce soir, à 7 heures P. M., pour assister aux funérailles de leur Frère J. BOURDONNAY. Le corps est déposé au coin des rues Remparts et Kerlerec.

Par commandement,

DO. POCHELU, Secrétaire.

Les membres de la Loge Joseph POYDRAS MAGNIQUE No. 2 sont priés d'assister aux funérailles de leur Frère J. BOURDONNAY. Le corps est déposé au coin des rues Remparts et Kerlerec.

Par commandement,

J. B. SOBAPURU, 2 sept.—1 f. Secrétaire.

SERVICE FUNEBRE.

Une messe sera célébrée, mercredi prochain, 2 septembre, à l'Eglise de l'Assomption, à 7 heures du matin, pour le repos de l'âme de Mme EUPHEMY

Les parents, amis et connaissances de la famille sont respectueusement invités à y assister.

De la part de son époux M. Tuperry, et de son gendre M. Ch. Menendez.

Quartier Général du Gus Ward Kemp and Ready Club (Central Democratic).

Un meeting régulier du dit club aura lieu aujourd'hui, mercredi 2 septembre, à 7 heures P. M., rue Philippa, entre Royale et Bourbon.

Par ordre du président,

P. S. BOURDEN, O. MOREL, Secrétaire. 2 sept.—1f.

AVIS :

Avis aux contribuables de la paroisse de Jefferson.

En ma capacité de percepteur de taxes je soussigné,

LE 15 OCTOBRE 1874,

Au bureau de l'ancien Palais Dugue, recevrai de cette paroisse, une description de toutes les propriétés et de tous hommes, accompagnée du montant des taxes de paroisse et d'Etat, placé en regard du montant de chaque propriétaire qu'il soit désinguant ou divisé une taxe romaine. Après que la dite description aura été déposée, aucun rabattement ne pourra être fait avec le bayran dans le paiement de frais, attendu que je n'ai pas d'autres alternative, ainsi que la prune la circulaire suivante :

JOHN KERRIGAN,
Percepteur des taxes de paroisse et d'Etat.

Insurrection.

Aux percepteurs de taxes de tout l'Etat.

Etat de la Louisiane, Bureau de l'Auditeur, Nouvelle Orléans, 19 août, 1874.

Nous approchons rapidement du moment où je la offrir le chargé de percer vir le revenu faillirent à leurs devoirs en retardant davantage la perception des taxes, ce qui rendrait impossible de faire face aux obligations de l'Etat ou de payer les coupons et présenter un rapport.

Vous annoncerez donc et vendrez, vers le 1er Octobre prochain, les propriétés situées dans les limites de votre district en paroisse et pour lesquelles il sera dû des taxes, à moins que vous ne soyez parfaitement à la loi relative aux taxes, No 67 de 1873, telle qu'elle est en vertu de l'acte No 67 de 1873, telle qu'il ne fait pas avoir recours à des procédures judiciaires que l'exige très souvent et les publications, et la procédure doit être sommaire ainsi que le veut la première section de dit acte.

Conformément à la neuvième section du dit acte No 67, vous enchérirez pour l'Etat et lui adjugerez, invariablement, toutes les propriétés de vente et que personne n'autre n'achète. Les sommes ainsi avancées qui ne seront pas versées pour taxes et que la Cour Suprême aura déclarées irrégulières, arriva par la rue Royale et dit " qu'il pouvait tuer un nègre aussi bien qu'un autre, que c'était un nègre qui était son père, qui était un enfant de g..... de la Ligne Blanche". En disant cela il regardait M. Bourdonnay depuis lequel il s'adressait.

Celui-ci répondit du même ton " monsieur, je ne vous connais pas". Newton répéta sa menace et trébuchant, avec ou sans intention vint heurter son interlocuteur qui le prit par le bras pour l'empêcher de tomber dans la rue.

Newton tirant alors subitement un couteau bowie de sa ceinture, le plongea dans la poitrine de Bourdonnay qui tomba mort sur le trottoir; il avait eu le cœur traversé. Newton après avoir commis cet horrible crime, traversa la rue en courant, et trébuchant tomba, dans le ruisseau de la rue Royale devant le magasin du colonel S. N. Moody. Il avait jeté son couteau.

L'officier de police spécial Devereau qui se trouvait près de là arrêta l'assassin et le conduisit à la station de police du premier président. Notre rapporteur s'est rendu immédiatement à cette station mais n'a pu voir le prisonnier qui, lui a-t-on dit, était trop ivre.

Le corps du malheureux Bourdonnay a été transporté à la station de la place Jackson, on un examen a constaté que la blessure était large de quatre pouces et le cœur était littéralement tranché en deux. Le défunt était de haute stature, mince et brun. Il était très estimé de tous ceux qui le connaissaient; c'était un homme industrieux et respectable. Il tenait une petite boutique d'horloger-bijoutier à l'encoignure de la rue Conti et du passage de la Bourse. Il était membre de la Société de secours mutuels et bienfaisance et d'assistance mutuelle et membre de la loge de l'Etoile Polaire. Il laisse une femme et six enfants, dont le plus âgé n'a que quatorze ans.

L'assassin, Alex. Newton est un homme de 37 ans, de taille moyenne, brun, aux yeux perçants, mais louchant. Il porte de grosses moustaches noires tombant sur la bouche. Il n'est pas à son coup d'essai, c'est lui qui a tué d'un coup de pistolet G. P. Townsend, surnuméraire de la police, dans la nuit du 9 février 1874 à l'encoignure des rues St-Charles et Commune, dans les circonstances suivantes: Newton était ivre et se querellait. L'officier Townsend survint et l'arrêta. Newton tirant alors son revolver fit feu sur Townsend, qui atteint à l'abdomen, mourut quelques heures après. Newton, arrêté et poursuivi fut défendu par M. A. A. Atocha et acquitté.

Il a la réputation d'être un joueur de profession.

Séance du conseil de ville.

Le conseil entre en séance à midi, sous la présidence du maire Wiltz.

Tous les membres étaient présents, à l'exception de M. Schneider.

M. Calhoun, administrateur du département du commerce, présente son rapport de la semaine comprenant plusieurs ordonnances relatives à des règlements de comptes, qui sont approuvées sans difficulté.

James Lewis, remplissant les fonctions d'administrateur du département des Améliorations, présente une résolution demandant que M. A. Moulton à étendre le quai pour le service de la ligne de steamers Cromwell, dont il est l'agent, le matériel devant être payé par M. Moulton et les travaux dirigés par le chef du Bureau des quais. La somme déposée par M. Moulton lui sera remboursée plus tard par la ville sur ses droits de quayage.

Plusieurs pétitions et plusieurs communications sont référées aux différents départements et le Conseil s'ajourne.

TEMPERATURE—1er sept. 1874.

Thermomètre de C. Dumaine, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	80	27
12 M.	93	34
3 P. M.	93	34
6 P. M.	86	30

Les meilleurs lits à fonts élastiques se trouvent chez Jos. B. Hubbard, 122 Remparts.

Avec un peu de patience
On arrive toujours à ses fins.
Avec un peu de patience
On gagne toujours à la Loterie.
Avec un peu de patience
On arrive toujours à ses fins.
Avec un peu de patience
On gagne toujours à la Loterie.
La Loterie se tire le 12 Septembre.
La Loterie se tire le 12 Septembre.

DIAMANTS DU BRESIL.—Nous avons reçu la visite de M. H. M. Lane, l'agent des pilules, de la susdite pilule et du "Cherry Pectoral" d'Ayer, dans l'Amérique du Sud, qui vient de visiter les mines avec ses remèdes, et qui nous a décrit le procédé par lequel on détegre les pierres précieuses.

Un surveillant des travaux place ses esclaves dans un cloaque où l'on trouve les pierres, et ayant le mineral comme les travers d'or. On fait mettre les nègres tout nus, pour empêcher la disparition des diamants sous les habits. Ils sont requis de travailler en faisant face à l'économe et il leur est interdit de porter leur mains à leur figure dans la crainte qu'ils n'avalent les diamants trouvés. Cependant ils réussissent à en escamoter quelques uns, tant ils ont acquis d'habileté dans l'exécution de ces floueries. Alors les remède d'Ayer sont les talismans de ces maux et il n'était pas difficile d'échanger, avec les nègres les pilules d'Ayer à poids égal, pour les pierres brutes qui renferment les brillants.

Les meubles, Victoria de chambre à coucher, le meilleur marché, 200 seulement au complet, se vendent chez Jos B. Hubbard, 122 Remparts.

Lisez l'annonce de la Loterie:
Vous y verrez comment
Tout le monde peut y gagner.
Lisez l'annonce de la Loterie:
Vous y verrez comment
Tout le monde peut y gagner.
Lisez l'annonce de la Loterie:
Vous y verrez comment
Tout le monde peut y gagner.
Lisez l'annonce de la Loterie!

Meubles de salle à manger, sideboard avec dessus en marbre,—pour $57 seulement, chez Jos. B. Hubbard, 122 Remparts

CHRONIQUE DE LA VILLE

GRANDE MANIFESTATION POPULAIRE.

L'Assemblée de ratification.

Un coup d'œil jeté hier soir, vers sept heures, sur la rue du Canal, où se pressait une foule immense, eut suffi à l'homme le moins crédule pour se convaincre que le peuple de la Louisiane est maintenant fermement décidé à maintenir ses droits et à exiger qu'on lui permette d'exprimer librement sa volonté au scrutin, au mois de novembre prochain.

Nous avons rarement vu autant d'enthousiasme, et il nous a semblé, en regardant autour de nous, que le docteur Chopin avait eu raison de dire à la convention de Baton-Rouge, dont il était l'un des plus honorables membres, que l'arrêt de mort du parti radical était bien définitivement signé en Louisiane.

Il s'agissait, comme nos lecteurs le savent, de ratifier la plateforme de la Convention de Baton Rouge et d'endosser les candidats nommés par elle.

Le balcon du théâtre des Variétés a servi de tribune aux orateurs; il avait été décoré avec goût et brillamment illuminé.

Un peu avant sept heures, tous les clubs démocratiques et conservateurs, toutes les lignes blanches mettaient en marche, partant de leurs différents quartiers généraux, pour se rendre au point central.

Il y avait bien dix mille personnes devant le théâtre des Variétés, quand l'assemblée a été appelée à l'ordre, vers sept heures et quart par M. J. Mellon, qui a proposé M. James B. Eustis comme président, ce qui a été accueilli par des applaudissements unanimes de la multitude.

Voici la liste des vice-présidents :

Hon. L. A. Wiltz, Jesse K. Bell, Daniel Edwards, R. H. Wescock, G. W. Hynson, Dr. S. Choppin, B. F. Chambers, P. Dunbenhefer, Col. F. N. Ogden, Wm. Hart, Archibald Mitchel, James Buckner, Dr. A. S. Holt, Genl J. L. Lee, P. Maloney, Will Steven, J. D. Hill, Dr. E. S. Lewis, D. Fatjo, L. B. Cain, Charles Fitzcerietzer, Joseph Kelly.

Secrétaires—A. J. Lewis, Anthony Sambola et T. Wharton Collens Jr.

M. Eustis a remercié ses concitoyens, en quelques paroles bien senties, de l'honneur qui lui était fait et a présenté le gouverneur John McEnery, l'élu du peuple, comme premier orateur.

Le gouverneur a été accueilli avec transport, et tout d'abord sa voix a été étouffée complètement par les acclamations de la foule.

Il s'est plaint d'être légèrement souffrant et il a exprimé le regret que sa voix ne fût pas entendue de tous les citoyens présents.

Son discours, souvent interrompu par des applaudissements et des *cheers*, a été bien énergique et de nature à réveiller le patriotisme endormi dans le cœur de tous ceux qui l'écoutaient.

Nous ne pouvons malheureusement en donner qu'une analyse fort brève.

Il a dit que les ennemis du parti radical et de la presse républicaine de cette ville aussi bien que des campagnes l'accusaient d'être un agitateur et de pousser à la violence et à l'extermination de la race noire. Cette calomnie est grossièrement ourdie; songère dans un sens. Le gouverneur Mc Enery, depuis qu'il est l'élu du peuple n'a pas changé, ne peut pas changer. Depuis que le gouvernement usurpateur de Kellogg a été institué par la bayonnette et soutenu par les baïonnettes fédérales, il n'a cessé de conseiller au peuple d'y résister.

Sous ce point de vue, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'il est un agitateur; il l'a toujours été depuis le moment, où par le coup d'état fédéraux de Durell et consorts, le peuple de la Louisiane a été forcé, la baïonnette dans le dos, à se courber devant le satrape de bas étage qu'il plaisait au gouvernement fédéral de lui imposer grâce aux intrigues d'hommes, tels que l'attorney général Williams et le sénateur Morton.

Il est un agitateur, il ne le conteste pas; au contraire, il s'en fait gloire, car il trouve qu'il est beau de résister à l'oppression, sublime, de dépenser toutes ses forces et de donner sa vie même pour défendre une noble cause.

Il n'a jamais poussé à la violence, quoiqu'en disent les journaux radicaux, et ceux-ci ont commis le plus gros mensonge qu'ils aient pû inventer en l'accusant de prêcher l'extermination des nègres.

Il ne désire pas l'effusion de sang, il veut que la presse radicale comprenne bien qu'il a posé toutes les chances, qu'il s'est consulté avec les hommes les plus éminents de la Louisiane, et qu'il en est venu à la conclusion de conseiller ouvertement à tous ceux qui peuvent avoir quelque confiance en lui, de répondre à la force par la force et aux fusillades par des coups de fusils et parla loi de Lynch.

Les louisianais sont des hommes libres et ils doivent affirmer leur liberté, s'ils ne veulent pas être traités en esclaves.

Quant à vouloir l'extermination de la race noire, il ne prendra même pas la peine de s'occuper de cette absurde calomnie, à la quelle personne ici ne croit, mais qui sert de prétexte aux misérables aventuriers, qui nous pillent depuis si longtemps et qui prétendent continuer à vivre indéfiniment à nos dépens, pour pouvoir invoquer l'intervention fédérale et appeler les troupes en Louisiane, afin de les protéger, soi-disant, contre les légions de kukiux qui mettent tout à feu et à sang dans l'Etat.

Loin de vouloir la mort des noirs, il soutient qu'on doit maintenir tous les droits civils et politiques qu'ils ont acquis depuis la guerre et ne les molester en aucune façon.

Le nègre n'a fait que servir d'instrument jusqu'à présent à des hommes perfides et déloyaux; on ne peut pas lui en vouloir outre mesure, et tant qu'il restera tranquille, on ne lui fera pas de mal. Par exemple, s'il se ligue contre les blancs honnêtes de l'Etat, et qu'avengié par les conseils de ses instigateurs qu'il a pris pour chefs, il vient le premier nous livrer bataille; alors, tant pis pour lui, son sang retombera sur; ceux qui l'auront armé dans l'ombre et qui l'auront poussé contre nous.

Il est un des nouveaux droits que l'on veut accorder aux nègres que nous ne reconnaissons jamais, cependant; c'est l'égalité sociale.

Le Congrès peut statuer, nous ne nous soumettrons jamais à cette infamie trop monstrueuse pour être possible.

Le gouverneur a raconté en détail les événements qui ont eu lieu dans les paroisses qui se sont débarrassées des officiers radicaux prévaricateurs que Kellogg avait voulu leur imposer.

Ces misérables ont été chassés de la paroisse Natchitoches, de St-Martin, de la paroisse Lincoln et de plusieurs autres. Honneur soit rendu à ceux de nos concitoyens qui se sont mis à la tête de ce mouvement, qui devrait être imité dans toute la Louisiane! (Tonnerre d'applaudissements.)

En chassant les